

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sur les comptes annuels

APEI de SOISSONS

Exercice clos le 31/12/2025



APEI DE SOISSONS
4, Boulevard Jules Ferry
02200 SOISSONS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale Ordinaire,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée ordinaire, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association APEI de SOISSONS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué ma mission d'audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note *Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice* de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du nouveau Plan Comptable applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importants auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur l'exhaustivité et la séparation des exercices des subventions, la correcte attribution des subventions et sur la présentation de l'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Exhaustivité et la séparation des exercices des subventions

La reconnaissance du chiffre d'affaires et des subventions implique des jugements relatifs à la correcte prise en compte des produits au regard des prestations réalisées à la date de clôture.

Dans le cadre de mes travaux, j'ai apprécié les principes comptables appliqués par la société, examiné les procédures de contrôle interne relatives à la facturation, et réalisé des tests de cut-off afin de vérifier la correcte séparation des exercices.

Correcte attribution des subventions

Les subventions sont attribuées pour couvrir des charges dans le cadre d'un projet. L'association doit justifier des charges financées. Nous avons donc réalisé un cadrage entre le budget transmis pour l'attribution des subventions et les charges réalisées ayant fait l'objet du financement.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale Ordinaire.

P

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Fait à SOISSONS, le 04 juin 2026

Alexandre RICKLIN

Commissaire aux comptes

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF	Brut 2025	Amortissement 2025	Net 2025	Net 2024
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	63 930,95	63 930,95	0,00	0,00
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	757 766,53	0,00	757 766,53	757 766,53
Constructions	14 778 759,43	7 340 707,35	7 438 052,08	6 316 486,40
Installations techniques, matériel et outillage industriel	2 627 392,00	2 372 842,87	254 549,13	266 904,67
Autres immobilisations corporelles	10 745 216,19	8 172 834,06	2 572 382,13	2 458 165,61
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours	559 520,65		559 520,65	393 417,39
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	299 121,60		299 121,60	293 376,10
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	543,99		543,99	543,99
Prêts	6 745,96		6 745,96	6 745,96
Autres immobilisations financières	66 689,45		66 689,45	66 689,45
TOTAL I	29 905 686,75	17 950 315,23	11 955 371,52	10 560 096,10
Actif circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 299,76		24 299,76	26 468,22
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	554,40		554,40	565,97
Avances et acomptes sur commandes	4 375,76		4 375,76	4 132,19
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	887 044,93	71 307,37	815 737,56	758 170,56
Autres	1 444 242,46	0,00	1 444 242,46	332 475,88
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	75 458,20	0,00	75 458,20	75 458,20
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	16 809 610,01	0,00	16 809 610,01	15 141 312,12
Charges constatées d'avance	111 804,62	0,00	111 804,62	92 087,93
TOTAL II	19 357 390,14	71 307,37	19 286 082,77	16 430 671,07
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	49 263 076,89	18 021 622,60	31 241 454,29	26 990 767,17

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation (sans droit de reprise)		
Réserves	5 656 475,50	4 950 735,57
Report à nouveau	3 072 670,65	3 132 537,64
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	1 223 555,57	622 460,64
Résultat en attente d'affectation	0,00	1 415,27
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
<i>Dont résultats sous contrôle de tiers financeurs</i>	1 064 303,20	581 261,07
Ecart de réévaluation (avec droit de reprise)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	810 559,90	700 199,48
Provisions réglementées	624 456,58	609 956,58
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	11 387 718,20	10 017 305,18
Provisions		
Provisions pour risques	767 832,44	396 430,36
Provisions pour charges	1 819 768,73	1 874 319,48
TOTAL II	2 587 601,17	2 270 749,84
Fonds dédiés		
Sur dons et legs	32 920,18	32 920,18
Sur subventions de fonctionnement	2 520 879,67	1 466 875,53
Sur autres ressources	73 589,80	57 846,67
TOTAL III	2 627 389,65	1 557 642,38
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	10 586 995,62	11 113 677,46
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 198,12	2 198,12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	841 732,53	671 990,07
Dettes fiscales et sociales	947 524,31	1 094 921,71
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 834,66	5 834,66
Autres dettes	53 545,38	61 365,43
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 200 914,61	195 082,32
TOTAL IV	14 638 745,25	13 145 069,77
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	31 241 454,29	26 990 767,17
Engagements donnés		
1. Dont à plus d'un an	2 897 067,20	3 287 208,63
Dont à moins d'un an	11 739 480,00	9 855 662,00
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	7 299 786,68	7 439 723,61
3. Dont emprunts participatifs		

COMPTE DE RESULTAT – CHARGES

CHARGES	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)		
Achats de marchandises	66 521,31	50 340,39
Variation de stock	11,57	1 095,06
Achats de matières premières et autres approvisionnements	516 559,45	523 761,16
Variation de stock	2 168,46	7 070,23
Autres achats et charges externes (*)	4 242 714,90	4 196 189,00
Impôts, taxes et versements assimilés	1 132 408,61	1 092 865,52
Salaires et traitements	10 265 562,22	9 637 433,51
Charges sociales	4 066 615,05	3 815 447,76
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)	1 084 506,80	1 085 683,25
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	68 305,76	0,00
Dotations aux provisions	455 475,98	338 782,99
Autres Charges	17 437,39	22 687,72
TOTAL I	21 918 287,50	20 771 356,59
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	55 938,18	63 178,85
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	55 938,18	63 178,85
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	120,96	7 225,00
Sur opérations en capital	52 159,02	40 336,74
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	14 500,00	7 200,00
Dotations aux autres amortissements, dép et aux provisions	0,00	68 440,74
TOTAL IV	66 779,98	123 202,48
Impôts sur les sociétés (V)	4 054,00	5 499,00
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)	1 267 988,76	322 884,42
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	23 313 048,42	21 286 121,34
Solde créditeur = excédent	1 223 555,57	622 460,64
TOTAL GENERAL	24 536 603,99	21 908 581,98
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		
* Y compris		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		

COMPTE DE RESULTAT – PRODUITS

PRODUITS	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)		
Ventes de marchandises	55 231,66	50 906,61
Production vendue (biens et services)	1 845 988,42	1 735 586,66
Dotations et Produits de tarification	21 872 466,34	19 372 406,64
Production stockée		
Production immobilisée	0,00	0,00
Subvention d'exploitation	109 482,88	40 764,65
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	138 624,65	197 747,75
Cotisations		
Autres produits (hors cotisations)	279 584,46	22 617,54
TOTAL I	24 301 378,41	21 420 029,85
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun (II)		
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	20 323,75	31 183,36
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	20 323,75	31 183,36
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	0,00	46 520,05
Sur opérations en capital	6 265,34	149 425,57
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL IV	6 265,34	195 945,62
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)	208 636,49	261 423,15
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV + V)	24 536 603,99	21 908 581,98
Solde débiteur = déficit		
TOTAL GENERAL	24 536 603,99	21 908 581,98
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Produits		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

Présentation Médico-Sociale

Libellé	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES		
731 - Produits à la charge de l'assurance maladie	13 176 013,84	11 153 143,95
733 – Produits à la charge du département	7 622 634,15	7 178 093,58
734 – Produits à la charge de l'utilisateur	1 073 818,35	1 041 169,11
70 - Production vendue	1 901 220,08	1 786 493,27
71 - Production stockée		
72 - Production immobilisée	0,00	0,00
Production de l'exercice	23 773 686,42	21 158 899,91
Production de l'exercice	23 773 686,42	21 158 899,91
60 61 62 Consommation de l'exercice en provenance de tiers	4 827 975,69	4 778 455,84
Valeur ajoutée	18 945 710,73 €	16 380 444,07 €
Valeur ajoutée	18 945 710,73 €	16 380 444,07 €
74 - Subvention d'exploitation	109 482,88	40 764,65
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	1 132 408,61	1 092 865,52
64 - Charges de personnel	14 332 177,27	13 452 881,27
Excédent (ou Insuffisance) brut(e) d'exploitation	3 590 607,73	1 875 461,93
Excédent brut d'exploitation	3 590 607,73	1 875 461,93
75 - Autres produits (sauf 755)	279 584,46	22 617,54
781 789 791 - Reprises sur Amortissements et transferts de charges	347 261,14	459 170,90
65 - Autres charges (sauf 655)	17 437,39	22 687,72
681 689 - Dotations aux amortissements et aux provisions	2 876 277,30	1 747 350,66
Résultat d'exploitation	1 323 738,64	587 211,99
Résultat d'exploitation	1 323 738,64	587 211,99
755 - Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
76 786 796 - Produits financiers	20 323,75	31 183,36
655 - Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
66 686 - Charges financières	55 938,18	63 178,85
Résultat courant avant impôts	1 288 124,21	555 216,50
77 787 797 - Produits exceptionnels	6 265,34	195 945,62
67 687 - Charges exceptionnelles	66 779,98	123 202,48
Résultat exceptionnel	-60 514,64	72 743,14
Résultat courant avant impôts	1 288 124,21	555 216,50
Résultat exceptionnel	-60 514,64	72 743,14
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	4 054,00	5 499,00
Résultat de l'exercice	1 223 555,57	622 460,64

ANNEXES COMPTABLES

SOMMAIRE

Annexes au bilan et au compte de Résultat	Informations		
	Produites	Non produites	
		N/S	N/A
Faits Caractéristiques de l'Exercice	O		
Règles et Méthodes Comptables	O		
Présentation de l'Association	O		
Le bénévolat	O		
Honoraires Versés aux Commissaires aux Comptes	O		
Immobilisations Incorporelles		N/S	
Immobilisations Corporelles	O		
Etat des Amortissements	O		
Etat des Dépréciations			N/A
Provisions Inscrites au Bilan	O		
Crédit-Bail			N/A
Locations		N/S	
Immobilisations Financières			N/A
Actif Circulant - Etat des Stocks		N/S	
Actif Circulant - Etat des Echéances des Créances	O		
Effets de Commerce			N/A
Comptes de Régularisations - Actif		N/S	
Composition des Fonds Associatifs	O		
Tableau des Variations des Fonds Associatifs	O		
Tableau de Suivi des Fonds Dédiés			N/A
Tableau de Suivi des Legs et Donations			N/A
Etat des Echéances des Dettes	O		
Comptes de Régularisations - PASSIF		N/S	
Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi (CICE)			N/A
Les Engagements			N/A
Dettes Garanties par des Suretés Réelles	O		
Les Effectifs	O		
Ressources, Ventilation de l'Impôt, Incidence des Dispositions Fiscales sur les Capitaux Propres			N/A
Produits et Charges Exceptionnels		N/S	
Transferts de Charges		N/S	
Commentaires		N/S	

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Changements de méthode comptable

L'ANC a adopté le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC 2014 03 relatif au PCG en vue de moderniser les états financiers et la nomenclature des comptes. Ce règlement, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, est applicable obligatoirement aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Le règlement ANC 2022-06 prévoit principalement :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel, aux contours restreints. Le résultat exceptionnel n'est plus composé que de charges et de produits directement liés à un événement majeur et inhabituel. Les seuls événements qui restent inscrits par nature en résultat exceptionnel sont les provisions réglementées, les corrections d'erreurs et les changements de méthode comptable ;
- la suppression des transferts de charges. Le règlement propose un traitement comptable alternatif aux cas identifiés (correction de compte, frais d'émission d'emprunts, refacturations, remboursements de charges) ;
- la modification du plan des comptes ;
- la simplification des modèles des états financiers avec la suppression de certains modèles (système développé, bilan en liste, etc.) ;
- la réorganisation et certaines précisions des informations à produire en annexe. Les conséquences de ces changements du PCG sur le plan comptable des organismes sans but lucratif sont prises en compte dans l'article 5 du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 (homologué par arrêté du 26-12-2023), qui modifie les articles suivants du règlement ANC 2018-06 :
 - l'article 320-2 qui énumère la nomenclature des comptes ;
 - l'article 421-1 qui présente le modèle de bilan ;
 - l'article 422-2 qui présente le modèle de compte de résultat.

Conformément à la modernisation des états financiers et à la modification du plan comptable général et des associations, ci-après le tableau de passage indiquant les retraitements de numéro de comptes permettant la lecture comparative des comptes, entre les comptes arrêtés et publiés au titre du bilan au 31/12/2024 et les comptes au 31/12/2025.

CORRESPONDANCE DES COMPTES				
Avant 2022-06		Nouveau compte		
67180000		67800000		
67500000		65700000		
77180000		77800000		
77500000		75700000		
77700000		74700000		
79100000		Voir détail ci-contre :		
		Avant 2022-06	Nouveau compte	
			708	Produits des activités annexes
		79100000	7084	Mise à disposition du personnel
			7587	Indemnité d'assurance

⇒ Au niveau de l'incendie :

Depuis le sinistre incendie qui a eu lieu en juillet 2023, l'atelier qui a été partiellement détruit n'était plus utilisable. Un autre lieu, propriété de l'Apei, avait été réhabilité pour permettre une continuité de l'accueil des travailleurs. La remise en état de l'atelier s'est achevée le 16 juillet 2025. L'équipe a pu réintégrer l'atelier au dernier trimestre 2025. Il reste néanmoins une équipe de cet atelier Sous -Traitance, qui travaille dans un atelier qui est loué. Cette dernière ne réintégrera le site que lorsque la reconstruction de l'atelier de stockage sera terminée. Le projet de reconstruction de l'entrepôt de stockage de l'atelier « sous-traitance » est en cours.

⇒ Au niveau des charges :

Nous avons constaté des baisses au niveau des frais de télécommunication et des assurances. En effet, nous avons changé les prestataires. A l'inverse, on constate une surconsommation d'eau dû à une électrovanne défectueuse dans un établissement.

Nous avons perçu un montant trop important des indemnités relevant du SEGUR, faisant l'objet d'une provision dans les comptes.

⇒ Au niveau des investissements :

Le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) n'a pas été réalisé en totalité.

⇒ **Au niveau des projets :**

Nous poursuivons le développement du Pôle d'Appui à la Scolarité.

⇒ **Au niveau des ressources humaines :**

Le travail sur la réorganisation/structuration des espaces s'est poursuivi et deux recrutements ont eu lieu au niveau de la direction dans le but de re-stabiliser notre encadrement (directeur, cheffe de service).

Des litiges prud'homaux sont en cours, faisant l'objet d'une provision dans les comptes.

PRINCIPES COMPTABLES

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Image fidèle ;
- Comparabilité et continuité de l'exploitation ;
- Régularité et sincérité ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général. Ce règlement, homologué par arrêté du 26 décembre 2023, est applicable aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

❖ **Immobilisations corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constituées de :

- Leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) ;
- Des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées ;
- Le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

❖ **Amortissements des biens décomposables :**

L'entité non concernée : aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Constructions 20 à 50 ans ;
- Agencement et aménagement des constructions 10 ans ;
- Installations techniques 10 ans ;
- Matériels et outillages industriels 5 ans.

❖ **Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

❖ Stocks :

Les stocks sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute (déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus) et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

❖ Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

❖ Primes de remboursement des obligations :

Les primes de remboursement des obligations sont amorties au prorata des intérêts courus.

❖ Provisions réglementées :

Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent les plus-values sur cessions d'immobilisations.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans :

- Les charges et produits exceptionnels pour les provisions : **compte 687400** ;
- Les charges et produits d'exploitation pour les provisions : **néant** ;
- Les charges et produits financiers pour les provisions : **néant**.

PRESENTATION DE L'Apei de SOISSONS

L'Apei de Soissons, Association loi 1901 à but non lucratif, est née en 1960 sous l'impulsion d'une dizaine de parents et de familles d'enfants souffrant d'un handicap mental. A la même époque se créait l'Unapei dont elle est membre et dont elle partage totalement les valeurs de tolérance, de solidarité, de responsabilité et de dignité des personnes en situation de handicap et de leurs familles.

L'Unapei, Mouvement associatif parental militant, est la principale organisation qui rassemble les associations gestionnaires d'établissements et services dans le secteur médico-social en France, et la plus importante dans le secteur du Handicap. Elle rassemble plus de 550 associations qui accompagnent 55 000 familles et accueillent plus de 200 000 personnes handicapées dans plus de 3 000 établissements et services médico-sociaux dans lesquels interviennent 94 000 professionnels.

Au plan local, les missions que l'Apei de Soissons s'est fixée sont décrites dans son projet associatif :

- Accueillir, informer et soutenir les parents ayant un enfant handicapé mental, quels que soient son âge et l'origine de son handicap.
- Défendre les droits et les intérêts matériels et moraux des personnes handicapées mentales et de leurs familles.
- Faire connaître la spécificité du handicap mental et la réponse qu'il appelle.
- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires au meilleur développement moral, physique ou intellectuel des personnes handicapées, à leur participation et à leur insertion dans la Cité tout en respectant les liens familiaux.
- Assurer l'accueil et l'accompagnement des personnes handicapées, notamment au moyen de structures et de services spécialisés, et en respectant constamment les chartes d'éthique.
- Mettre tout en œuvre pour que personne ne reste sans solution.
- Permettre aux personnes handicapées de participer à la vie de l'Association.

L'Apei de Soissons représente aujourd'hui 111 familles adhérentes. Elle gère 9 établissements et services et 3 dispositifs implantés sur 14 lieux différents, répartis sur 5 communes (Soissons, Belleu, Crouy, Fontenoy et Vailly-sur-Aisne) pour faciliter leur intégration dans la Cité.

Ces établissements, regroupés en 4 espaces, accompagnent, si nécessaire, les personnes tout au long de leur vie, tout en favorisant au maximum leurs possibilités d'autonomie.

- L'Espace « Enfants, Adolescents et Jeunes Adultes » (105 places) : un IME et une section pour enfants et adolescents autistes, une Plateforme de Répit, une Unité d'Enseignement Externalisée, une Equipe Mobile d'Appui à la Scolarisation et un Pôle d'Appui à la Scolarité.
- L'Espace « Travail et Insertion » (163 places) : un ESAT.
- L'Espace EANM « Accompagnement à la Vie Sociale et à l'Habitat » (109 places) : un Foyer d'Hébergement, un CAJ et un Foyer de Vie.
- L'Espace EAM « Accueil, Soins, Santé, Services » (123 places) avec un FAM et une section pour personnes autistes, un FAM de jour, un SAVS et un SAMSAH.

LE BENEVOLAT

A titre d'information, le temps consacré par les bénévoles de l'association a été estimé à 3 600 heures pour l'année 2025, pour une valeur de 42 768,00 Euros.

Il a été retenu le taux horaire du SMIC 2025 soit 11,88 Euros de l'heure.

COMPLEMENT D'INFORMATIONS

❖ Honoraires du Commissaire aux Comptes :

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du Commissaire aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice au titre de contrôle légal des comptes s'élève à 20 400,00 Euros T.T.C.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Libellé	Immobilisations au 31 Décembre 2024	Acquisitions 2025	Cessions 2025	Immobilisations au 31 Décembre 2025
Immobilisations incorporelles	63 930,95	0,00	0,00	63 930,95
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, Brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	63 930,95	0,00	0,00	63 930,95
Fonds commercial				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles	27 052 272,74	4 447 259,44	2 030 877,38	29 468 654,80
Terrains	757 766,53	0,00	0,00	757 766,53
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions	13 237 367,46	1 544 763,95	3 371,98	14 778 759,43
Installations, matériel et outillage techniques	2 536 939,62	90 452,38	0,00	2 627 392,00
Autres immobilisations corporelles	10 126 781,74	622 578,81	4 144,36	10 745 216,19
Immobilisations corporelles en cours	393 417,39	2 189 464,30	2 023 361,04	559 520,65
Immobilisations financières	367 355,50	5 745,50		373 101,00
Participations	293 376,10	5 745,50	0,00	299 121,60
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	543,99	0,00	0,00	543,99
Prêts	6 745,96	0,00	0,00	6 745,96
Autres immobilisations financières	66 689,45	0,00	0,00	66 689,45
TOTAL IMMOBILISATION	27 483 559,19	4 453 004,94	2 030 877,38	29 905 686,75

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Libellé	Amortissements et dépréciation au 31/12/2024	Dotations 2025	Diminutions 2025	Amortissements et dépréciation au 31/12/2025
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	63 930,95			63 930,95
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	63 930,95			63 930,95
Fonds commercial (établissements privés)				
- dont droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	16 859 532,14	1 081 071,82	54 219,68	17 886 384,28
Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	6 920 881,06	419 826,29	0,00	7 340 707,35
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériel et outillage techniques	2 270 034,95	102 807,92	0,00	2 372 842,87
Autres immobilisations corporelles	7 668 616,13	558 437,61	54 219,68	8 172 834,06
Immobilisations corporelles en cours				
Dépréciations des immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	16 923 463,09	1 081 071,82	54 219,68	17 950 315,23

PROVISIONS REGLEMENTEES

Le compte de provisions réglementées enregistre les plus-values sur cessions d'immobilisations :

- soit **14 500,00 Euros** constatés sur l'exercice.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques de l'exercice concernent :

- Transformation de l'offre (Dime Dam) et cas complexes pour un total de 150 000,00 Euros.
- Un litige prud'homme en cours pour un total de 45 757,50 Euros.
- Un accord transactionnel à hauteur de 45 000,00 Euros.
- Un reversement du Laforcade pour un total de 214 718,48 Euros.

Une reprise a été comptabilisée pour la somme de **138 624,65 Euros**.

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Libellé	Montants au 31/12/2024	Augmentations 2025	Diminutions 2025	Montants au 31/12/2025
Provisions pour risques et charges				
151 - Provisions pour risques	396 430,36	374 327,88	2 925,80	767 832,44
<i>dont provisions pour litige (c/1511)</i>				
<i>dont provisions pour garanties données aux usagers (c/1512)</i>				
<i>dont provisions pour pertes sur marchés à terme (c/1513)</i>				
<i>dont provisions pour amendes et pénalités (c/1514)</i>				
<i>dont provisions pour perte de change (c/1515)</i>				
<i>dont autres provisions pour risques (c/1518)</i>	396 430,36	374 327,88	2 925,80	767 832,44
<i>dont provisions pour risques d'emploi (c/1516)</i>				
153 - Provisions pour pensions et obligations similaires (retraite, ...)				
155 - Provisions pour impôts (établissements privés)				
157 - Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	1 064,85	0,00	0,00	1 064,85
<i>dont provisions pour grosses réparations (c/1575)</i>	1 064,85	0,00	0,00	1 064,85
158 - Autres provisions pour charges	1 873 254,63	0,00	54 550,75	1 818 703,88
<i>dont provisions pour rémunération personnes handicapées (c/1581)</i>	84 288,48	0,00	0,00	84 288,48
<i>dont autres provisions pour charges (c/1588)</i>	1 788 966,15	0,00	54 550,75	1 734 415,40
TOTAL GENERAL	2 270 749,84	374 327,88	57 476,55	2 587 601,17
Provisions pour risques et charges (c/151, 153, 155, 157, 158 et c/6815 et 7815)	-2 270 749,84	455 475,98	138 624,65	-1 953 898,51
<i>Comptes de provisions (15) pour risques et charges non pris en compte</i>				
Provisions Réglementées				
141 - Destinées à la couverture du Besoin en Fonds de Roulement (*)	75 000,00	0,00	0,00	75 000,00
142 - Pour renouvellement des immobilisations (*)				
144 - Relatives aux autres éléments de l'actif				
145 - Amortissements dérogatoires (*)				

146 - Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)				
147 - Plus-values réinvesties (établissements privés)				
148 - Autres provisions réglementées	534 956,58	14 500,00	0,00	549 456,58
14861 - dont réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (*)	534 956,58	14 500,00	0,00	549 456,58
14862 - dont réserves des plus-values nettes d'actif circulant (*)				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	609 956,58	14 500,00		624 456,58
Sous-comptes du compte 14 hors plan comptable				
(*) sont pris en compte les comptes 687 et 787 correspondants				

ETAT DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé : (*)			
Créances rattachées à des participations	299 122		299 122
Prêts (1) (2)	6 746		6 746
Autres immobilisations financières	67 233		67 233
Actif circulant :			
Clients douteux ou litigieux	15 901	15 901	
Autres créances clients	871 143	871 143	
Etat des Créances « Débiteurs Divers »	1 436 284	1 436 284	
Personnel et comptes rattachés	200	200	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- Taxe sur la valeur ajoutée	7 759	7 759	
- Autres impôts, taxes et versements assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Etat des Créances « Débiteurs Divers »			
Charges constatées d'avance	111 805	111 805	
Renvois			
(1) Montant des prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			
Créances représentatives de titres prêtés			
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation Financières Exceptionnelles	111 805
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	111 805

PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Créances clients et comptes rattachés Autres créances Disponibilités	1 312 939
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	1 312 939

VARIATION DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUE DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	UTILISATIONS				A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
		REPORTS	MONTANT GLOBAL	DONT REMBOURSEMENTS	TRANSFERTS	MONTANT GLOBAL
Contribution financière des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS	1 415 787 €		188 596 €	- €		2 465 841 €
Subvention d'exploitation	1 392 259 €		581 699 €			810 560 €
Contributions financières d'autres organismes	51 088 €		- €			55 039 €
Ressources liées à la générosité du public	57 847 €		20 040 €			73 590 €
TOTAL	2 916 981 €	- €	790 335 €	- €	- €	3 405 029 €

VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	- €				- €
Fonds propres avec droit de reprise	- €				- €
Ecart de réévaluation	- €				- €
Réserves	4 950 736 €	705 740 €			5 656 476 €
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	4 950 736 €				5 656 476 €
Report à nouveau	3 132 537 €	- 81 864 €	21 997 €		3 072 670 €
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	885 659 €				790 479 €
Excédent ou déficit de l'exercice	622 461 €	- 623 876 €	1 223 556 €		1 222 140 €
<i>Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	- €				- €
Situation nette	8 707 149 €	- €	1 245 553 €	- €	9 952 702 €
Fonds propres consommables	- €				- €
Subventions d'investissement	700 199 €		110 361 €		810 560 €
Provisions réglementées	609 956 €		14 500 €		624 457 €
TOTAL	10 017 305 €	- €	1 370 414 €	- €	11 387 719 €

ECHEANCE DES DETTES

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et à 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligatoires convertibles (1)				
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit :				
- A 1 an maximum à l'origine	7 299 787	7 299 787		
- A plus d'1 an à l'origine	3 287 209	390 142	1 138 524	1 758 543
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	841 732	841 732		
Personnel et comptes rattachés	71 359	71 359		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	683 833	683 833		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	4 054	4 054		
- Taxe sur la valeur ajoutée	14 535	14 535		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts, taxes et assimilés	173 743	173 743		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	5 835	5 835		
Groupe et associés				
Autres dettes	53 545	53 545		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 200 915	2 200 915		
TOTAUX	14 636 547	11 739 480	1 138 524	1 758 543

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance	Montant
Exploitation	2 200 915
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 200 915

CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 250
Dettes fiscales et sociales	106 350
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES A PAYER	320 600

SURETES REELLES

Dénomination	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <ul style="list-style-type: none"> • Garantie travaux immobiliers 1 852 350 • Garantie FAM « Le Belvédère » - caution de la commune et du département 26 264 • Garantie FAM « Le Belvédère » pour extension unité « autiste » - caution de la commune 900 000 • Garantie Foyer « Oasis » 645 827 		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF DE L'ACTIVITE MEDICO-SOCIALE

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF DE L'ACTIVITE MEDICO-SOCIALE DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
Résultat comptable	1 223 556 €	622 461 €
Reprise du résultat antérieur	81 563 €	69 729 €
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	1 305 118 €	692 190 €
Dont résultat effectif sous gestion propre	159 252 €	41 200 €
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	1 145 866 €	650 991 €

VENTILATION DES PRODUITS

NPC	Répartition par Secteur d'Activité	Total
73	Dotations et produits de la Tarification	21 872 466
701	Opération « Brioches »	35 784
706	Prestations et Productions ESAT	1 575 656
706	Autres (adhésions)	7 700
707	Ventes ESAT	55 232
708	Produits d'activités annexes	226 848
	Total ...	23 773 686

Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice 2025	
	Charges	Produits
Sur opérations de gestion : . Exercices antérieurs	121€	0€
Sur opérations de gestion en capital	52 159€	6 265€
Reprise sur provisions réglementées : . Destinées à la couverture du B.F.M. . Pour le renouvellement des immobilisations . Destinées à la couverture du B.F.M. . Réserves des plus-values nettes d'actifs . Sur autres provisions	14 500€	
Transfert de charges		
Total ...	66 780€	6 265€

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Indemnités de Départ à la Retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 1 134 259 Euros dont 1 635 402 Euros au 31 décembre 2025 déjà versés auprès de l'organisme « assureur ».

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

ETP
ANNEE 2025

	Places	E.T.P. Pérennes et Temporaires
Apei Siège		7,89
IME et dispositifs (PFR EMAS PAS)	105	70,65
ESAT Fonctionnement	163	33,96
ESAT Production		6,00
CAJ	28	8,64
Foyer de Vie	35	36,09
FAM « Le Belvédère » et Unité « Autiste »	32	89,78
FAM de Belleu	29	19,98
Foyers d'Hébergement	46	29,98
SAMSAH et Unité « Autiste »	32	10,34
SAVS	30	2,83
TOTAL	500	316,14